

<https://divergences.be/spip.php?article4508>



Pourquoi une manifestation palestinienne à Tel Aviv a mis en lumière les limites de la solidarité israélienne

- Aujourd'hui - 2026 - mars 2026 -
Date de mise en ligne : samedi 28 février 2026

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Origine [+972mag](#) 4 février 2026

Une manifestation de masse contre le crime organisé a montré que la souffrance palestinienne peut être reconnue tant qu'elle est dépouillée de toute signification politique.

Elle m'a arrêté pendant que je filmais et m'a dit, presque de façon décontractée : « Pourquoi tu dis Palestiniens ? La plupart des gens ici ne s'identifient pas comme Palestiniens. »

Nous étions debout au milieu de Tel Aviv samedi soir, lors de l'une des plus grandes manifestations organisées par des citoyens palestiniens israéliens depuis longtemps : une manifestation de masse qualifiée de « historique » par les commentateurs locaux contre le crime organisé qui ravage nos communautés en toute impunité. Des dizaines de milliers de personnes (les organisateurs estimaient jusqu'à 100 000) étaient venues réclamer le droit le plus fondamental et urgent de vivre sans peur.

Et pourtant, à ce moment-là, la contradiction centrale de la protestation a émergé. Même ici, lors d'une marche contre nos propres morts et abandons par le gouvernement, nous nommer Palestiniens nous a semblé perturbateur, quelque chose à corriger.

Des gens avaient conduit pendant des heures depuis la Galilée au nord et le Naqab au sud pour faire entendre leur voix au cœur de la métropole israélienne. Ils sont venus avec la certitude que ce gouvernement est plus à l'aise en regardant les Palestiniens s'entretuer que d'assumer la responsabilité de démanteler les réseaux criminels qui opèrent librement dans nos villes.

La présence de familles endeuillées rendait cette indifférence impossible à ignorer, du moins pour ceux qui étaient présents. Il s'agissait de parents, frères et sœurs et enfants dont la vie avait été brisée par la violence, qui choisissaient encore de se tenir publiquement et d'exiger des comptes à leur sujet.

Parmi eux se trouvait Khitam Abu Fanni, la mère de Firas Abu Fanni, tué à l'âge de 29 ans en septembre dernier, laissant derrière lui une épouse et un bébé de sept mois. Debout sur scène, elle a parlé en larmes : « Firas était mon premier-né. Il était mon pilier de caractère. Il avait tellement de rêves. » Chaque fois qu'elle répétait sa demande de trouver le meurtrier de son fils, rendre justice la foule se tut face à sa dévastation brute.

Non loin, une jeune fille tenait une photo de son frère. On y écrivait les mots : « Le sang de mon frère n'est pas bon marché. » Autour d'elle, des milliers scandaient contre la violence, contre l'abandon, contre une réalité dans laquelle la mort palestinienne est devenue normalisée. La protestation était écrasante par son ampleur et sa douleur : un refus collectif d'accepter un système qui considère nos vies comme sacrificables.

Et pourtant, malgré l'ampleur de la manifestation et la présence remarquable de jusqu'à 20 000 Israéliens juifs (selon les organisateurs), elle a à peine été prise en compte dans les médias israéliens traditionnels. Les principaux médias du pays ont réduit l'événement à des segments brefs et méprisants.

La chaîne 12, la chaîne la plus regardée d'Israël, a consacré moins d'une minute à la manifestation dans son édition du samedi soir. Lors d'une interview avec le député ra'am Mansour Abbas, le commentateur d'extrême droite Amit

Segal a rapidement détourné la discussion de la manifestation elle-même vers des manœuvres politiques.

Cet effacement en dit moins sur la manifestation que sur l'écosystème médiatique lui-même. Pendant des années, les médias israéliens ont soit ignoré la crise du crime organisé dans les communautés palestiniennes, soit l'ont présenté comme un « problème culturel », renforçant des récits racistes qui présentent les Palestiniens comme intrinsèquement violents plutôt que systématiquement négligés. L'inaction policière, l'abandon de l'État et la libre exploitation des réseaux criminels sont traités comme du bruit de fond, s'ils sont reconnus.

Une protestation creuse

Pourtant, les critiques sont également venues de l'intérieur de la société palestinienne, de nombreux militants étant profondément déçus par ce qu'ils ont décrit comme le vide visuel et politique de la manifestation.

Craignant que certains partis politiques et mouvements tentent de monopoliser le rassemblement et de l'utiliser pour promouvoir leurs propres intérêts plutôt que de garder l'attention sur la question urgente, les organisateurs avaient explicitement demandé l'absence de symboles de parti ni de T-shirts de mouvements. Mais ils ont aussi demandé l'absence de drapeaux palestiniens — pas même la pastèque, un symbole souvent assez subtil pour échapper à la censure israélienne. Pourtant, alors que les symboles palestiniens étaient soigneusement exclus, certains participants juifs-israéliens sont venus arborant des drapeaux israéliens, apparemment inconscients (ou méprisants) des sensibilités de ceux dont les communautés saignent.

Comme l'a soutenu le journaliste Mustafa Qablawi dans un post populaire sur Instagram, cette absence a vidé la manifestation. Les Palestiniens ne sont pas tués dans le vide : la violence est ancrée dans une réalité politique façonnée par la discrimination, les échecs chroniques de la police et la négligence de l'État. Dépouiller la protestation de l'identité palestinienne, c'est lui enlever sa véritable essence.

Même avant la manifestation, j'avais déjà remis en question son emplacement. Pourquoi Tel Aviv ? Lorsque j'ai demandé à certains organisateurs, leur réponse a été pragmatique : Tel Aviv « attirerait l'attention des Israéliens », ont-ils dit. Mais au-delà de sacrifier la possibilité de renforcer nos villes et villages comme espaces d'organisation politique, Tel Aviv est aussi la ville où de nombreux Palestiniens se sentent souvent politiquement invisibles — un lieu qui se présente comme pluraliste et libéral, mais qui ne répond toujours pas à ses propres standards.

Pendant la manifestation, il m'est apparu de plus en plus clair que manifester à Tel Aviv en tant que Palestinien s'accompagne d'une condition tacite : le compromis. Hiser un drapeau palestinien est considéré comme trop controversé, tout aussi susceptible d'aliéner les Israéliens « de centre-gauche » qui veulent « soutenir les Arabes » et d'inviter la répression policière — ce que nous avons vu à plusieurs reprises lors des manifestations menées par les Palestiniens à Haïfa, Nazareth et um Al-Fahm.

Cette fois, les organisateurs ont respecté ces contraintes — et n'ont rien reçu en retour. Aucune couverture médiatique significative. Aucune réponse politique. Aucune protection. Les homicides ont continué le jour même et dans les jours qui ont suivi, portant déjà le bilan du crime organisé cette année à plus de 30.

Le prix du compromis

Avant d'assister à la manifestation samedi, j'étais sceptique, mais je me suis dit que peut-être la direction voyait quelque chose que je n'avais pas vu. Peut-être était-ce le moment de se mobiliser, pas de suranalyser. Mais deux

rencontres lors de la manifestation n'ont fait qu'approfondir mon sentiment que quelque chose clochait.

D'abord, deux femmes juives israéliennes sont venues me voir, ainsi qu'une amie, et nous ont dit qu'elles étaient là pour soutenir les « Arabes » et leur droit de ne pas être tuées par des gangs criminels. Presque sans effort, ils ont ajouté qu'ils espéraient que nous voterions pour les Démocrates, le parti sioniste de centre-gauche dirigé par l'ancien général de l'armée Yair Golan. La facilité avec laquelle le chagrin palestinien a été intégré à la campagne électorale a été choquante – un rappel que même les Israéliens venus manifester en notre faveur peinent souvent à nous voir au-delà de notre utilité démographique ou politique, et encore moins en tant que Palestiniens.

Avant de partir, j'ai filmé une courte vidéo en anglais, disant : « Plus de 50 000 Palestiniens se sont rassemblés aujourd'hui au centre de Tel Aviv. » Un homme m'a interrompu : « Vous avez oublié de dire que des Israéliens juifs sont aussi ici pour manifester avec vous. » J'ai accepté et je l'ai réenregistrée.

Puis, une jeune femme à peu près de mon âge s'est approchée de moi. Véritablement perplexe, elle a demandé : « Pourquoi dites-vous Palestiniens ? Je ne pense pas que la plupart des gens ici s'identifient comme Palestiniens. » « Comment tu sais ? » ai-je demandé. « J'habite ici, » répondit-elle avec assurance. « Je sais. »

Elle a probablement supposé que j'étais un journaliste étranger ; il ne lui était pas venu à l'esprit que des Palestiniens viendraient à Tel Aviv et insisteraient pour se nommer ainsi. Et peut-être avait-elle raison : il n'y avait ni drapeaux, ni symboles, ni indices visuels. Comme l'a dit plus tard un ami, la protestation semblait étrange – presque étrangère.